

Yann RICHARD

Sources françaises pour l'histoire de l'Iran (entre 1918 et 1921)

Les relations de la Perse à ses voisins ou aux grandes puissances pendant le XX^{ème} siècle (notamment la Russie-URSS, l'empire britannique des Indes et dans les dernières décennies, les États-Unis d'Amérique) ont été relativement bien étudiées et la bibliographie persane et occidentale est copieuse. Les relations germano-persanes, qui furent l'enjeu de spéculations stratégiques pendant et entre les deux guerres mondiales, sont également assez bien couvertes par quelques études à partir d'archives (notamment celle de l'historien israélien H. Hirschfeld et celle de l'Allemand W. Zürer). La seule puissance qui soit négligée des historiens de cette période est la France. Était-elle absente, s'inclinant devant sa rivale anglaise? L'argument souvent invoqué par les diplomates français en Iran est en effet que Paris n'a jamais eu de visées politiques quelconques sur ce pays: peut-être n'est-ce là qu'une dérobade.

Les sources persanes ou anglaises – naturellement nombreuses pour cette époque – nous permettent de connaître d'une part la tendance à la paranoïa d'une partie de l'intelligentsia iranienne,

qui rejette sur l'Angleterre tout le malheur dont souffre la nation, de l'autre la mainmise effective de l'appareil militaire et politique anglais sur la Perse. On a des rapports sur chaque province, sur chaque personnalité. Rien n'échappe au contrôle vigilant, renforcé d'alibis humanitaires et libertaires, de la puissance impériale britannique. Un point de vue tiers permet cependant de voir les choses avec plus de mesure, de mieux évaluer les failles et les distorsions: les élites corrompues et celles qui cherchent à conjurer ce mal, les faiblesses des britanniques et la force d'une volonté nationale iranienne mal dégagée, inexpérimentée.

C'est pourquoi le point de vue français pourrait nous aider à situer l'équilibre des forces. La France, c'est vrai, n'a pas cherché à intervenir en Perse depuis Napoléon et la mission Gardane¹; mais elle exerça une profonde influence par l'intermédiaire des missions et de l'enseignement. (Même les écoles tout à fait iraniennes comme le *Dâr ol-fonun* avaient le français comme langue obligatoire du cursus, ne serait-ce que pour comprendre les professeurs étrangers qui ne communiquaient qu'en cette langue). L'idée libertaire représentée par la culture française et l'idéal démocratique associé à la Révolution de 1789, étaient d'autant plus appréciés en Iran que la France n'y eut jamais de rôle colonial, à la différence de l'Angleterre pour laquelle l'écart entre l'idéal et la réalité était plus apparent.

En 1917, brièvement, la France entra militairement en scène sur le territoire iranien. C'est probablement la conséquence des Accords Sykes-Picot signés un an plus tôt, par lesquels la France devait obtenir le protectorat sur la bande de Mossoul (riche en pétrole), que Paris s'intéressa à la région limitrophe de la Perse, Ourmiya. C'est aussi le rôle traditionnel que se donne la France de protéger les minorités chrétiennes du Moyen-Orient. Un détachement militaire français déguisé en mission sanitaire mais destiné à entraîner un corps armé de chrétiens assyro-chaldéens est donc envoyé dans cette petite ville déchirée par la guerre: la région d'Ourmiya est livrée par le démantèlement de la garnison

1. Ch. de Voogd, "Les Français en Perse (1805-1809)", *Studia Iranica*, X, 2 (1981) pp. 247-268.

russe – conséquence de la Révolution bolchevique – aux exactions de groupes rivaux, principalement kurdes et assyro-chaldéens. La présence de cette “Ambulance” est constamment dénoncée par les nationalistes, notamment dans la presse persane de Tabriz. Elle ne restera pas longtemps (septembre 1917-mai 1918), du fait de l’occupation de la région par les Ottomans, mais assez pour être témoin de violences inouïes entre les chrétiens *Jelo* de Âqâ Petros et les Kurdes de Semitqou, après l’assassinat par ce dernier du patriarche Mar Shimoum (17 mars 1918). Les récits des membres français de l’ambulance et les nombreux rapports consulaires au sujet de ces massacres et de l’assassinat, le 30 juillet 1918, du délégué apostolique – l’“ambassadeur” du Vatican, Mgr Sontag, prêtre lazariste français – éclairent un aspect peu connu de l’histoire de cette période.

Le ministère de la Guerre envisageait l’envoi d’une véritable mission militaire en Perse, mais le Quai d’Orsay s’y opposa, mieux renseigné sur les sentiments nationalistes et germanophiles de la population. L’idée, mainte fois reprise, y compris dans les dépêches diplomatiques, était que la France serait mieux placée que l’Angleterre, une fois la guerre mondiale finie, pour exercer une influence durable en Perse, du fait de son absence de compromission impérialiste dans ce pays; la France pourrait au moins tenir la place commerciale laissée vacante par l’Allemagne et la Russie. Les diplomates français à Téhéran, notamment Charles Bonin (et, moins fortement, Henri Hoppenot), dénoncent sans cesse, dans leur correspondance avec Paris, les méthodes monopolistes des Britanniques et le mépris dans lequel ils tiennent les aspirations légitimes des Persans.

D’autres témoins directs de ces événements, jusqu’à la prise du pouvoir par Rezâ Pahlavi, décrivent la situation en adoptant, parfois avec insuffisamment de nuances, le point de vue des patriotes persans. Ce sont notamment des enseignants français, parmi lesquels de nombreux francs-maçons comme Émile Lesueur, ou un attaché militaire très perspicace et attentif (bien qu’ignorant le persan), Georges Ducrocq. Ce dernier est un catholique antimacçon. On leur doit des articles fort bien informés, par exemple dans l’excellente *Revue du Monde Musulman* publiée à Paris.

Les intérêts français en Perse

De nombreux documents des archives du Ministère des affaires étrangères français concernent la période 1918-1920 pendant laquelle Charles Bonin (1865-1929) était ministre plénipotentiaire à Téhéran. Ce diplomate expérimenté, archiviste de formation, passionné par l'archéologie et les langues, qui s'était intéressé à la révolte des Boxers et aux musulmans de Chine, prépara soigneusement son séjour et rédigea un ambitieux programme d'action². Il avait constaté avec peine l'effacement de son pays en Perse, et relevé notamment que Norman Shuster, dans le célèbre récit de sa mission de conseiller financier en 1911, n'évoque pas une seule fois la Légation de France en Iran ni ses diplomates³. Même les Belges ont alors un personnel diplomatique plus nombreux que les Français en Perse.

Parmi les projets évoqués pour un développement de la présence française, citons: l'établissement d'une banque française à Téhéran; la création d'un lycée secondaire français; l'augmentation du nombre de professeurs français dans le Dâr ol-fonun et à l'École de Droit; la création d'une école d'agriculture; d'un haras gouvernemental; d'un service commercial à la Légation française; l'installation d'un poste international de TSF (pour donner des nouvelles qui contrecarrent la propagande russe et celle des Allemands); le renforcement de la mission archéologique; la création d'un journal de langue française; l'augmentation de la représentation consulaire française. Deux projets plus politiques sont d'une part l'envoi de conseillers financiers⁴, de l'autre une mission militaire française pour instruire et former les troupes persanes. Une véritable foi dans la mission civilisatrice de la France anime ce diplomate:

«Nous sommes les seuls qui puissions empêcher le développement de

2. Archives du Ministère des Affaires Étrangères, Série Asie 1918-1940 [=MAE], Perse-Iran 24, F°101 sq.

3. N. Shuster, *The Strangling of Persia*, New York, 1912.

4. Les Français citent ici en exemple M. Bizot, sur lequel Shuster émet pourtant un jugement ironique. Cf. Shuster, *The Strangling of Persia*, «during the two years he remained in Tehran he accomplished no actual reforms, and conditions went from bad to worse», (p. L, cf. aussi p. 28); A. Destrée, *Les fonctionnaires....*, p. 197 sq.

la xénophobie en Perse, les seuls qui trouvions encore grâce. Si ce mouvement [bolchevique et nationaliste] s'étend et gagne toute l'Asie, les colonies d'extrême Orient, notre situation dans le Levant en souffrirait, notre position dans la Méditerranée sera compromise, nos colonies africaines en subiront le contre-coup. Nous pouvons nous créer au cœur de l'Asie, sur le plateau de l'Iran, une position exceptionnelle. Nous n'y sommes pas encore démonétisés. On n'y croit pas à nos visées conquérantes et nous pouvons, à la faveur de notre langue, parlée par des milliers de Persans, nous y implanter et posséder l'influence maîtresse sur ce carrefour des routes d'Asie qu'Alexandre a désiré posséder, sur lesquelles les Allemands ont jeté leur dévolu, dont les Anglais et les Russes se disputent l'occupation et où nous pouvons aujourd'hui pénétrer à la faveur des circonstances et pour toujours»⁵.

La même conclusion est tirée dans un autre rapport, probablement de 1921, intitulé *Mémoire sur la question persane*:

«C'est pourquoi notre diplomatie, au lieu de décourager la bonne volonté du gouvernement persan à notre égard, devrait s'efforcer de répondre à ses avances. Le temps de la léthargie française en Asie est passé. Nous devons profiter des fautes de nos rivaux, de leurs faiblesses, de leurs reculs, entrer dans l'Asie Centrale par la porte qui s'entrouvre et réclamer pour notre commerce des débouchés sur un marché où nous pourrions réussir, si nos produits n'étaient systématiquement boycottés par l'Angleterre, qui a toujours refusé de nous laisser prendre pied en Perse» (*Ibid.*).

L'enseignement du français, l'action sur les élites

Les diplomates français étaient forts de la suprématie de la culture française dans l'élite persane⁶. Après sa première audience avec Ahmad Šâh en mai 1919, peu après son arrivée, Bonin rapporte que le souverain parle un français très pur, lit beaucoup de livres dans cette langue et demande qu'on lui envoie les nouveautés littéraires de Paris. Comme résultat de sa confiance en la France, de sa peur du bolchevisme et de son aversion pour les Anglais, le Shah a placé une grande partie de sa fortune mobilière en valeurs françaises⁷.

5. MAE. Papiers Ducrocq, 34.

6. Sur l'enseignement du français en Iran, voir les articles en persan de H. Nâteq, "Târixçe-ye yek nehâd-e farangi dar Irân (Âlyâns-e Farânse)". *Dabira*, I, automne 1987, pp. 58-73; *id* "Âmuzešgâh-hâ-ye tarsâyân-e Irân. Lâzarist-hâ", *Dabira*, III (tâbestân 1367), pp. 91-119.

7. MAE, Perse-Iran 10, F° 48.

En 1919 pourtant l'état des écoles françaises est l'ombre de ce qu'il fut avant la guerre. Une liste établie pour Bonin est éloquente⁸:

Téhéran:

Alliance Française (jusqu'au certificat d'études, Programme français jusqu'à la seconde). Un professeur français, Vizios, et 16 Persans mal payés. 262 élèves (353 en 1914), membres de l'élite; subventions persane et française.

Alliance israélite (602 élèves dont 183 filles).

Collège St Louis (350 élèves).

École St Joseph (4 religieuses, Filles de la Charité, contre 9 avant la guerre).

École franco-persane pour les filles de Rišâr Xân.

Tabriz:

Lazaristes (100 élèves, dont 60 arméniens), concurrencés par l'école américaine, qui a 530 élèves dont 200 filles.

Sœurs de St Vincent de Paul (140 élèves, dont 90 Arméniennes).

Quelques écoles persanes enseignent le français et reçoivent des subventions françaises.

Ourmiya:

Lazaristes: après les massacres, sur 8 lazaristes étrangers et 7 persans, il ne reste en 1919 qu'un prêtre hollandais. En 1914, on comptait 177 élèves dont 34 internes chrétiens, 58 musulmans externes. Le séminaire, désormais fermé, formait un clergé francophone qui répercutait, avant la guerre, l'enseignement du français dans 48 villages chrétiens.

Filles de la Charité (1914: 197 élèves).

Khosrova [Khosrow-âbâd]:

Il y avait, avant la guerre, 6 Sœurs de St Vincent de Paul et 3 Lazaristes, un évêque et dix prêtres chaldéens avec une école, détruite pendant les massacres, de 136 garçons et 130 filles. Dans les villages, on comptait 40 écoles chrétiennes avec 275 élèves.

8. MAE, Papiers Bonin 26, F°82s.

Ailleurs en Perse:

En 1913, on donnait les chiffres suivants: Alliance israélite à Hamadân (469 garçons, 191 filles), Ispahan (431 g., 217 f.), Senna [Sanandej] (225 g., 54 f.), Kermânšâh (238 g., 49 f.), Chirâz (32 g. et f.). Ajouter l'école des Carmes de Bouchire, l'école grecque de Rasht.

Bonin soutient l'idée d'envoyer des professeurs femmes pour la "Mission laïque" afin que l'éducation des filles ne soit pas le monopole des religieuses. On retrouve ici une tendance laïque et une contradiction de la politique culturelle française de cette époque, relevée notamment par Georges Ducrocq: la France qui n'a pas encore rétabli ses relations avec le Vatican, utilise pour son rayonnement culturel l'action des ordres religieux mais s'interdit de profiter entièrement de leurs moyens. Des prêtres plus nombreux pourraient être envoyés en Perse mais la politique du gouvernement français y fait obstacle.

Dans le domaine religieux, Bonin, avant de prendre son poste, semble assez mal renseigné puisqu'il envisage même de se servir des "babis français" comme relais d'influence en Perse... Plus avisé, son conseiller militaire Ducrocq dénonce le recul français à Jérusalem et l'habileté des Anglais à se montrer les protecteurs des musulmans tout en favorisant le "retour" des Juifs en Palestine. La France devrait s'appuyer moins exclusivement sur les minorités chrétiennes et juives et s'affirmer également comme grande puissance musulmane, en faisant valoir son rayonnement en Afrique du Nord, qui devrait impressionner les Persans.

L'idée d'une université franco-persane commence à germer dès 1918 pour profiter pleinement des possibilités qu'offrent les jeunes qui ont terminé leurs études secondaires et qui ne peuvent pas tous partir pour l'Europe. Il faut d'autre part contrer les initiatives britanniques qui cherchent à former dans les universités anglaises les élites persanes, passées dans les écoles de missions presbytériennes américaines⁹.

Parmi les entreprises prestigieuses de la France en Iran, il en est une où la situation de monopole officiel a été souvent défiée et

9. MAE, Perse 32, F°89.

enviée: les fouilles archéologiques¹⁰. La question du partage des objets découverts, constamment évoquée par les Persans, n'a jamais été totalement tranchée. La hantise en réalité est de voir les Anglais prendre la place des Français, comme ils l'ont presque fait en occupant militairement le château de Suse pendant la Première guerre mondiale. Le monopole, donc, doit rester à la France, et de nouveaux sites pourraient être ouverts, comme le suggère Bonin, notamment sur la voie de communication entre Téhéran et le golfe Persique, à Alamut, Rhagès (Rey), Persépolis, Šâpur.

De nombreux rapports des archives françaises concernent le pétrole, la description de la puissante machine industrielle britannique et la perspective d'une implantation française au Nord de l'Iran où les autorités persanes proposent, en 1921, de commencer des prospections (en dehors des zones couvertes par les concessions britanniques). L'enjeu est pris au sérieux à Paris, mais la région concernée est encore trop instable et difficile d'accès, et l'investissement est impossible sans une préparation dont les entreprises françaises, trois ans seulement après la fin de la guerre, ne sont pas encore capables. La proposition sera reprise par une compagnie américaine, l'American Standard Oil Company, qui abandonnera à son tour.

La rivalité franco-britannique

L'entente franco-britannique, qui alliait face à l'Allemagne les deux grandes puissances mondiales du temps, s'effrite lorsque les appétits de domination sont en rivalité. Au Moyen-Orient, de la Palestine à la Syrie, à Mossoul, mais aussi en Perse, les deux nations coloniales ne font que déchirer les pactes. Les archives françaises sont impitoyables pour les erreurs des Britanniques, dénoncent leur "égoïsme" national et témoignent du désir d'encourager les nationalistes persans francophiles.

«On ne change pas si vite un peuple - constate un diplomate en 1939 devant l'indifférence des Anglais pour les difficultés de la France en Iran - qui tire sa force de la conscience que ses intérêts priment tout. L'Empire est si vaste! Si la Grande-Bretagne est en mauvaise posture en

10. Voir par exemple E. Lesueur, *Les Anglais en Perse*, pp. 114 sq.

Méditerranée, il est là de toute nécessité d'agir fortement avec la France. Mais si l'Empire est inattaquable ailleurs, pourquoi s'allier à de moins forts? En Orient, comme en Extrême-Orient, la politique anglaise reste traditionnellement personnelle et égoïste»¹¹.

Il faut aider les Persans, dit vingt ans plus tôt le consul français à Bouchire, Maxime Vadala, à regarder ailleurs que vers la propagande allemande pour trouver la voie de la libération nationale:

«Je souhaite qu'après la guerre nous nous occupions des Persans parmi lesquels nous avons certainement quelques amis éclairés. Mais notre alliance avec leurs ennemis [les Russes et les Britanniques] nous a fait incontestablement beaucoup de mal à leurs yeux et ils ont tout de même envers la France une certaine défiance qu'ils ne possédaient pas jadis»¹².

Les tentatives de collaborer à quelques-unes des grandes entreprises anglaises en Perse semblent d'avance condamnées à l'échec. L'ambassadeur français à Londres interroge Paris:

«Allons-nous poursuivre une entreprise nouvelle dans un pays où nous n'avons nul intérêt, où notre ingérence éveillera les susceptibilités britanniques, où enfin il y a de graves responsabilités à encourir sans aucun bénéfice pour la France»¹³.

Comment rivaliser avec les Britanniques alors que leur personnel en Perse est dix fois plus nombreux, et surtout qu'ils souffrent moins de l'inflation et disposent donc de plus de moyens? Les dépêches diplomatiques comme les correspondances personnelles des Français font état en effet de restrictions de crédits, de diminutions de leurs possibilités, notamment pour soutenir les écoles. Les professeurs qui partent ne sont pas remplacés, comme Lesueur parti en mars 1921¹⁴. Des grèves sont déclenchées à l'Alliance française. Face à eux, les écoles de missions américaines, à Téhéran et à Tabriz, reçoivent des moyens qui attirent une large clientèle. Le "Département", à Paris (c'est-à-dire le ministère des affaires étrangères) demande aux agents en poste de réduire la longueur de leurs télégrammes

11. Bodard, 11/41939, MAE, Perse - Iran 113.

12. M. Vadala, Bouchire, 26 juillet 1918. MAE, Asie 1918-1940, Perse 23, F°180.

13. Londres à Paris, 18/7/18, MAE, Perse - Iran 32, F°36.

14. MAE, Papiers Bonin 26, F°266.

pour diminuer les coûts¹⁵. Les diplomates eux-mêmes cherchent à quitter le poste de Téhéran, trop dispendieux du fait d'une rémunération non réévaluée.

Les moyens d'action des Français sont extrêmement limités. Leur correspondance diplomatique est acheminée le plus souvent par les Britanniques, et Bonin affirme avoir «la preuve matérielle que des sacs de notre valise ont passé par la censure britannique». Les journaux français arrivaient en Perse, du fait semble-t-il d'une politique délibérée des Britanniques pour en diminuer l'impact, plus de deux mois après leur date de parution, alors qu'il ne fallait qu'un mois pour acheminer les journaux anglais¹⁶... On voit pointer le jour où l'anglais remplacerait le français dans l'administration persane, comme le dit le consul français à Bouchire, M. Sudreau¹⁷:

«La présence des troupes indiennes à Bouchire est une forme de la civilisation: l'Angleterre s'en rend compte parfaitement: je ne crois pas qu'il soit téméraire d'assimiler son rôle au nôtre, par exemple en Syrie et au Liban avant la guerre, avec cette différence que le sien s'attache aux choses matérielles, tandis que le nôtre était spirituel et moral, que le sien concerne les étrangers, tandis que le nôtre s'étendait aux indigènes. [...] Bouchire est une ville anglaise, comme le golfe Persique est un lac anglais. Presque tout le commerce est anglais. Bien que le français soit langue officielle dans les Douanes et dans les Postes persanes, il y est fait, sous l'empire des nécessités, une telle part à la langue anglaise que le français ne compte plus».

La méfiance des diplomates français concernant les buts de la politique anglaise relaie parfois les discours nationalistes persans. Le machiavélisme britannique est souvent dénoncé. Ainsi, en juillet 1918, la propagande allemande répandait le bruit que les Anglais créeraient une province autonome dans le Sud sous la houlette du prince Farmânfarmâ: un démenti bizarre de la légation britannique à Téhéran laisse entendre aux Français que cete idée n'est peut-être pas sans fondement¹⁸. Avant même ce

15. MAE, Dossier Hoppenot, 4, 14/1/1921, etc., cf. C. Barbier, "Hoppenot en Perse", p. 200.

16. MAE, Perse - Iran 32, F°90, 14/7/19, F°144.

17. MAE, Perse - Iran 34, F°166, 25/7/1923.

18. MAE, Perse - Iran 32, F°29 sq. Un retour au principe de l'Accord de 1907, divisant la Perse en trois zones, dont l'une sous influence russe et l'autre sous

que les diplomates français appellent l'Arrangement de 1919, le Quai d'Orsay avait perçu chez les alliés britanniques la volonté de mener leur politique persane sans regard extérieur, et c'est ainsi que le ministre, Stephen Pichon, interprète le refus de Londres d'accepter la participation de Mošâver ol-mamâlek au Congrès de Versailles: ils veulent régler la question persane seuls avec le gouvernement du Shah et imposer leurs vues à Téhéran; en réalité, la politique anglaise en Perse vise dès cette époque à établir une sorte de protectorat¹⁹. Même Vosuqoddowla demandait aux Français d'intervenir pour préserver le droit de la Perse de choisir ses conseillers. En harmonie avec les indignations des principales capitales occidentales, Vosuq aurait essayé, une fois l'Arrangement signé, de convaincre Bonin d'obtenir, avec son collègue américain, son annulation. L'attitude ouvertement hostile à l'Arrangement du ministre plénipotentiaire français entraîne des protestations de Londres²⁰.

Le déclin des espoirs français après 1919

À la fin de sa mission (25 septembre 1920) Bonin dénonce encore une fois les Britanniques qui commencent à mettre en application les termes de l'Arrangement de 1919 avant qu'il soit régulièrement entériné par le Parlement (et parce que l'hostilité de l'opinion rend la ratification impensable)²¹.

La **Commission pour la révision des tarifs douaniers** sous la direction de Sir Herbert Sewellyn-Smith, février-mars 1920, est la seule qui ait rempli sa mission efficacement malgré les protestations françaises.

La **Mission militaire** est arrivée à partir de janvier 1920, dirigée par le général Dickson. Cet officier, né à Téhéran d'un père secrétaire d'ambassade et parlant bien persan, manque d'énergie et de droiture. Parmi ses collaborateurs, "le médecin major

influence anglaise a même été envisagé par le Foreign Office à la fin de la Seconde guerre mondiale pour régler à l'amiable la question d'Azerbaïdjan. Voir L. Fawcett, *Iran and the Cold War...* Cambridge, New York etc., Cambridge University Press, 1992.

19. MAE, Perse - Iran 32, F°79.

20. MAE, Perse - Iran 33, F°33, 14/9/19. MAE. Perse - Iran 34, F°12, mai 1920.

21. MAE, Perse - Iran 34, F°57 sq.

Fortescue, aujourd'hui médecin de la Légation d'Angleterre"²². Un des collaborateurs persans, le Major Fazlollâh Xân, s'est suicidé, «sa mort fut interprétée comme une protestation tragique contre les procédés de la commission». Aucun résultat pratique n'est escompté: lorsque les Jangalis ont avancé, les conseillers «n'ont pas organisé un bataillon» pour défendre la Perse. Les jeunes officiers persans sortis des écoles militaires françaises étaient écartés. La division cosaque a échappé parce qu'elle constitue la garde personnelle du Shah, qui a nommé Staroselsky à sa tête. À la formation du cabinet Mochiroddowla, Dickson est resté seul et a cherché à intervenir dans les conseils militaires.

La **Mission financière**: conduite par Armitage-Smith qui, ayant reçu le titre de Conseiller financier du gouvernement impérial, touchait un traitement exorbitant et paraissait dans les cérémonies officielles avec manteau de Cachemire et *kolâh* noir! Il reprend les conclusions de projet de réforme élaborée par le Français Bizot!

La **Mission navale** pour organiser une flotte qui n'a plus de navires après la défaite de Denikine et la prise d'Anzali par les Bolcheviques.

Les **Transports**: de nouveaux projets de voie ferrée sont à l'étude. L'ingénieur M. J. R. Weston a fait un court séjour à Téhéran mais sans résultat concret.

Après suspension de l'Accord, le maintien des conseillers fut mis comme condition par Londres pour maintenir la subvention, mais Armitage-Smith, sentant sa présence inutile et ses conseils inécoutés, obtint d'être envoyé à Londres pour négocier au nom du gouvernement persan avec la Compagnie pétrolière.

Le coup d'état de 1921 dans les archives françaises

La période précédant le coup d'État de 1921, vécue dans les correspondances diplomatiques ou privées, est particulièrement angoissante: misère matérielle de la Perse dévastée par la Guerre (notamment en Azerbaïdjan), épidémies qui terrassent toute la population (notamment des grippe), rébellions et mouvements

22. On lui doit un remarquable rapport: Capt. L.S. Fortescue, *Military Report on Tehrân and Adjacent Provinces of North-West Persia (including the Caspian Littoral)*, Calcutta, Superintendent Government Printing, India, 1922.

autonomistes qui bouleversent des provinces entières, et surtout le Jangal et son alliance avec les Bolcheviques. L'idée que les Bolcheviques pourraient avancer sur Téhéran est utilisée par les Anglais pour – selon l'interprétation des diplomates français – forcer les Persans à ratifier l'Arrangement de 1919 et convaincre les autres puissances que l'Angleterre, dont la présence militaire est très forte sur l'axe Baghdad-Qazvin-Anzali, peut seule arrêter la progression des armées rouges. Pendant l'hiver 1920-21, la Légation britannique organise le repli des ressortissants européens sur Baghdad ou Ispahan, ajoutant à la confusion. Les Français refusent d'entrer dans leur jeu, pensant que le danger bolchevique est exagéré artificiellement pour dramatiser la situation et justifier une intervention étrangère.

Sur le coup d'État proprement dit, on sait aujourd'hui beaucoup mieux dans quelle mesure la Légation britannique (dépendant du Foreign Office) était tenue à l'écart d'un accord entre le général Ironside (dépendant du War Office) et le tandem Rezâ Xân-Seyyed Ziyâ²³. Sur place, les diplomates français se font naïvement l'écho des dissonances britanniques. D'une part Henri Hoppenot, chargé d'affaires, voit dans le coup d'État une initiative spontanée, et affirme avoir la conviction de la sincérité du ministre britannique, Norman, qui jurait n'avoir rien su à l'avance. Le matin même du 21 février, le major Mas'ud Xân, un officier cosaque formé à Saint-Cyr et qui joua un rôle dans le putsch, vint à la Légation française pour rassurer les diplomates: rien ne les menaçait. En outre, persuadé que la Légation de Grande Bretagne n'a rien à voir avec le coup, Hoppenot tient à rassurer Paris, ce ne sont pas des révolutionnaires irresponsables mais des patriotes.

«J'ai reçu aujourd'hui d'un [des principaux] auteurs du coup d'État du 21 février, ancien élève de notre école de St Cyr, des assurances qui me confirment dans l'idée que nous nous trouvons bien en présence d'un mouvement nationaliste persan conçu et exécuté en dehors de toute ingérence anglaise... Le nouveau gouvernement ne veut pas rompre avec l'Angleterre, mais il désire recouvrer la liberté de faire appel à des conseillers français, belges et américains»²⁴

23. Voir H. Sabahi, *British Policy in Persia 1918-1925*, London, Frank Cass, 1990.

Quelques jours plus tard, le même diplomate semble séduit par les perspectives de faire jouer un rôle à la France.

«Lui [= Seyyed Ziyâ] et ses collaborateurs me témoignent une confiance particulière et m'adressent quotidiennement des demandes de conseil auxquelles je ne réponds naturellement qu'avec la plus grande prudence et le souci de ménager les susceptibilités anglaises. Leurs dispositions à notre égard sont certainement des meilleures et j'espère pouvoir en donner bientôt des preuves manifestes au Département»²⁵.

Dans cet élan, Hoppenot câble à son consul à Tabriz, Malzac, pour le rassurer. Il est fier de dire que le nouveau gouvernement lui rend hommage pour sa coopération. Il tente de diminuer le nombre des personnalités arrêtées (non pas 200, câble-t-il à Paris le 1er avril, mais seulement 60, dont certains ont déjà été relâchés, les autres étant traités "très humainement").

Dans une lettre à Hoppenot, datée de Tabriz le 9 mars 1921, Malzac s'amuse de son collègue britannique Ernest Bristow. Le télégraphe étant coupé au moment du coup d'État, ce dernier avait téléphoné le jour même à Téhéran et rapporte à Malzac dans un billet dont l'original est aux archives du Quai d'Orsay: «My dear Colleague. It seems that some Cossacks amused themselves by shooting down the telegraph wires. Absolutely nothing has occurred of interest at Tehran!» Malzac commente:

«La lettre ci-incluse vous dira sur quel ton plaisant mon collègue Bristow, après avoir téléphoné à sa Légation le 21 février, appréciait les événements de Téhéran. Depuis il a un peu changé d'autant plus que, d'après le sous-directeur de la Banque impériale, arrivé ici depuis quelque temps, les Cosaques de Kasvin avaient reçu de l'état-major britannique trois mois de solde avant leur marche sur Téhéran»²⁶

Tout en espérant que le présent bouleversement politique dont il ne connaît pas, depuis Tabriz, tous les éléments, mais qu'il pense être un sursaut patriotique, sera soutenu par la France, Malzac est donc bien conscient de l'implication indirecte des Anglais et de la difficulté qu'il y aurait à réconcilier les Démocrates d'Azerbaïdjan avec un anglophile aussi déclaré que

← 24. MAE, Perse-Iran 17, F°76, télégr. Hoppenot à Paris, 24/2/1921.

25. MAE, Perse-Iran 17, F°78, télégr. Hoppenot à Paris, 26/2/1921.

26. MAE, Papiers Bonin 4, F°31.

Seyyed Ziyâ`oddin.

Hoppenot comprend cependant. Le 1er mars, il doute que les militaires britanniques aient su quoi que ce soit du coup; seul, pense-t-il, le colonel Smyth, un officier anglais engagé par le gouvernement persan pour réorganiser la Brigade cosaque après le départ des officiers russes, était informé, mais il avait promis de garder le secret et d'aider les insurgés contre les Bolcheviques. Un mois plus tard notre chargé d'affaires croit toujours à l'autonomie du nouveau cabinet vis-à-vis de ses protecteurs étrangers.

«Le cabinet actuel, qui ne demande pas un sou aux Anglais, n'admet leur intervention que dans le domaine qu'il leur a réservé: réorganisation des Finances, concours militaire technique provisoire. En dehors de ce domaine, il sait tenir tête aux Anglais et leur refuser net. Ceux-ci auraient voulu l'engagement de Conseillers militaires: le Seyed n'a consenti à retenir au front du Ghilan que cinq officiers, qu'il s'est réservé le droit de congédier quand il le voudrait et sans indemnité. Sur cette question, du reste, le Cabinet était unanime. "Tant que je serai au Ministère des Affaires Étrangères, m'a dit notre ami Moudir ol-Molk, on n'engagera jamais de Conseillers militaires anglais"»²⁷

Quarante jours après l'événement, Hoppenot croit toujours à la non-intervention anglaise – contrairement à ce qui se dit désormais partout à Téhéran – et regrette que la presse française ne voie dans ce coup d'État qu'une manipulation britannique. Cela empêche Paris, selon lui, de prendre une position qui redresserait ses intérêts en Perse. Son attaché militaire, le lieutenant Ducrocq, n'est cependant pas du même avis sur l'origine du coup d'État. Il avait deux sources d'information: la rumeur publique, convaincue de l'implication des Anglais, et des contacts parmi les militaires britanniques. Dans son récit rétrospectif du 1er mars, Ducrocq rapporte la venue d'Ironside à Téhéran pour voir le šâh (16 février) et son voyage pour Baghdad et Suez pour y rencontrer Sir Percy Cox et Winston Churchill (ministre des colonies) et discuter avec eux la question persane. Pour Ducrocq le calme de la Légation britannique, à l'annonce de l'annulation de l'Arrangement de 1919 et de la signature du traité avec Moscou, vient de ses connivences avec les insurgés.

27. Hoppenot à Paris, 1/4/1921.

«Elles [= les autorités britanniques] se félicitent [...] de voir le terrain déblayé, les personnages encombrants arrêtés, les questions irritantes écartées, l'ordre rétabli, l'armée persane en voie de reconstitution, la possibilité de réaliser pratiquement ce qui n'a pu être obtenu aux termes de l'accord»²⁸.

On dit que les Britanniques ont fourni des armes et des conseillers militaires. Aucun coup contre eux n'aurait été possible avec 6 000 soldats anglais dans la garnison de Qazvin... Ducrocq note que la part offerte à la France par le nouveau gouvernement est la réorganisation de la justice.

Présence française après le coup d'État

Paradoxalement, malgré ce que Raymond Lecomte (ministre de France à Téhéran jusqu'en 1918) appelle la "dérive protectionniste des Anglais qui refusaient la participation de Français à la réorganisation de la Perse, considérée par eux comme le boulevard défensif de l'Inde"²⁹, la position de la France semble se stabiliser en 1921. Il est vrai que les espoirs de revirement en faveur de Paris des dirigeants du coup d'État étaient sans doute peu crédibles. Mais le rejet explicite de l'Arrangement de 1919 et le redressement de la politique générale garantit encore de belles heures à l'influence française. Il est un point sur lequel les Britanniques doivent définitivement reculer: ils n'auront pas le contrôle de l'organisation de l'armée nationale uniforme, prévue dans les conclusions de la commission mixte dans le cadre de l'Arrangement. Avant même la ratification, les Anglais avaient commencé à mettre en œuvre des réformes et réuni cette commission qui se termina dramatiquement par le suicide d'un officier nationaliste persan, Fazlollâh Xân Âq-Evli. Un autre drame était l'élimination, contre la volonté d'Ahmad šâh, du général Starosselsky, qui dirigeait la Brigade cosaque.

Starosselsky et Fazlollâh Xân avaient trouvé dans la Légation française des oreilles complaisantes pour leurs griefs à l'égard des Anglais. L'éviction des Russes avait été douloureuse pour les officiers persans animés de sentiments patriotiques. Parmi eux, Rezâ Xân s'était juré de ne jamais permettre à des officiers

28. MAE, Perse-Iran 17, F°97 b. Ducrocq, 1/3/1921.

29. MAE, Perse-Iran 32, F°131.

britanniques d'intervenir dans les affaires militaires de son pays. C'est précisément sur ce point que les conjurés de février 1921 devaient rapidement se diviser. En plus des innombrables maladresses politiques de Seyyed Ziyâ', relevées dans les rapports diplomatiques français, une dernière bévue lui fut fatale: il voulut continuer d'appliquer sans le dire le plan anglais et faire nommer des conseillers militaires britanniques. Cette fois, Rezâ Xân avait trouvé, en la personne d'Ahmad šâh, un allié imprévu pour renverser le premier ministre anglophile (25 mai 1921)³⁰.

Contrairement à toute attente, c'est vers la France que s'est tourné Rezâ Pahlavi pour former les officiers de l'armée uniforme. Il les envoya à Saint-Cyr et dans les écoles françaises ou, à moindre frais, il invita une mission militaire permanente d'officiers français à servir d'instructeurs dans la future école d'officiers de Téhéran, où les matières principales étaient enseignées en français. Cette situation devait durer jusqu'à la deuxième guerre mondiale, en dépit des nombreux soubresauts des relations franco-persanes et des crises de susceptibilité de Rezâ šâh chaque fois que la presse française parlait de lui autrement qu'avec flagornerie.

Bibliographie

RMM= *Revue du Monde Musulman*, Paris.

– Anonyme, *Livre vert* - Paris, 1919.

Publié par le gouvernement iranien en français, et contenant des documents sur la neutralité persane (1914-1915).

– Dr. M. Afschar, *La politique européenne en Perse (Quelques pages de l'histoire diplomatique)*, 2ème éd., Téhéran, 1973, 286-XV p.

– Colette Barbier, "Hoppenot en Perse (1919-1921)", *Revue d'histoire diplomatique*, 105ème année (1991), 193-216.

– Dr. Paul Caujole, *Les tribulations d'une ambulance française en Perse*, Paris, Les Gémeaux, 1922, 181 p., 48 photog.

– Colonel Chardigny, "Rapport sur les massacres de chrétiens d'Ourmie et l'exil de plusieurs milliers d'entre eux au Caucase", *MAE*; *Asie 1918-1940*, Perse-Iran, 15, avril 1919. Voir également *Papiers Bonin* vol. 21.

– A. Chatelet, "Le Collège Saint-Louis de Téhéran", *Bulletin des*

30. MAE, Perse-Iran 17, F°158.

Lazaristes français, N° 3, 1928.

– Aristide C.M. Chatelet, “La Mission lazarisite en Perse”, *Revue d’Histoire des Missions*, a) 1933, 491-510; b) 1934, 82-108; c) 242-269; d) 384-432; e) 567-595; f) 1935, 77-107; g) 250-257; h) 427-444; i) 1936, 397-426; j) 573-586; k) 1937, 91-107; l) 246-257; m) 389-394; n) 514-520; o) 1938, 92-98; p) 428-432; q) 590-597; r) 1939, 62-88; s) 256-272; t) 390-401.

+ Ch. 8: La ruine, Jacques Emile Sontag, Délégué apostolique 1910-1918, Ms inédit dactylographié, pp. 547-644 du Mss.

– Annette Destrée, *Les fonctionnaires belges au service de la Perse. 1898-1915*, Leiden, Brill, Téhéran-Liège, Bibliothèque Pahlavi, 1976 (*Acta Iranica*, Textes et mémoires, VI), 374 p., bibliog., index, 7 pl. h.-t.

– G. Ducrocq, “La Politique du gouvernement des Soviets en Perse: le Bolchevisme et l’Islam”, *RMM*, 52 (1922), 84-180.

– G. Ducrocq, “Les Allemands en Perse”, *RMM*, LIV (juin 1923), 53-199.

– Antoine Fleury, *La Politique Allemande au Moyen-Orient 1919-1929. Etude comparative de la pénétration de l’Allemagne en Turquie, en Iran et en Afghanistan*, Genève 1977.

– Antoine Fleury, “La Constitution d’un ‘bloc oriental’ - le Pacte de Saadabad, comme contribution à la sécurité collective dans les années trente”, *Rev. Hist. Deux Guerres mondiales*, 106 (1977), 1-18.

– Eugène Griselle, *Syriens et Chaldéens, leur martyre, leur espérance*, Paris, 1918.

– Émile Lesueur, *Les Anglais en Perse*, Paris, 1921, 192p.

– M. Martchenko, (préface de M.A. Le Chatelier) *Un voyage en Perse pendant la Révolution russe. Les agissements des Allemands*, Nancy - Paris - Strasbourg, 1920, XIV- 99p.

– M. Martchenko, “Kutchuk Khan”, *RMM*, XL-XLI (sept. déc. 1920), 98-116.

– B. Nikitine, “[Une petite nation victime de la guerre]”, *Revue des Sciences Politiques*, 4, 1921.

– B. Nikitine, *Irâni ke man šenâxtam. Xâterât va safar-nâme-ye Mosyo B. Nikitin, Qonsul-e sâbeq-e Rus dar Irân*, Intr. de Malekoššo ʿarâ Bahâr et Dr. Farahvaši, trad. pers. de ʿAli-Md Farahvaši, Tehrân, 2ème éd., Kânun-e Maʿrefat, 2536 šâh. [1ère éd., 1326], 7-325 p. Ms original français complet, inédit, INALCO, Paris.

– Ali No-rouze, “Registre analytique de la presse persane”, *RMM*, LX (1925), 35.

– A. Poidebard, *Voyages au carrefour des routes de Perse*, Paris 1923,

V-325 p., cartes et photos.

En Iran à la fin de la Première guerre mondiale. Cf. MAE, Perse-Asie 23,127, "grand connaisseur des idiomes de la région".

– Yann Richard, "La fondation d'une armée nationale en Iran" in Y. Richard, éd., *Entre l'Iran et l'Occident...* Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1989, 43-60.

– Jules Sempé, "Situation politique du Guilan, 10 août 1918," MAE, Asie 1918-1940, Perse-Iran 15, 1918-1929.

– Ali-Akbar Siassi, *La Perse au contact de l'Occident. Etude historique et sociale*, Paris, Leroux, 1931, 275 p.

– Émile Zavier, *Les beaux soirs de l'Iran. Roman contemporain en Perse*, Paris, 1920, 256 p.

– Émile Zavier, *D'Archangel au Golfe Persique. Aventure de Cinquante Français en Perse*, Paris, La Cité des Livres, 1927 (Le Roman français d'aujourd'hui), 361 p.

– Werner Zürer, *Persien zwischen England und Rußland. 1918-1925. Grossmächteinflüsse und nationaler Wiederaufstieg am Beispiel des Iran*, Bern, Peter Lang, 1978, 501 p.